

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 83 — 721

21 AVRIL 1983. — Arrêté royal fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 24, modifié par les lois du 24 décembre 1963, du 8 avril 1965 et du 8 août 1980 et par l'arrêté royal n° 58 du 22 juillet 1982, l'article 24bis, inséré par la loi du 7 juillet 1986 et modifié par la loi du 8 août 1980, et l'article 153, § 4, inséré par la loi du 8 avril 1965;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1973 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 2, F, alinéa 1er, 2°, de l'annexe à cet arrêté, inséré par l'arrêté royal du 30 septembre 1976 et modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1977;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public, de sécurité sociale et de prévoyance sociale;

Vu l'urgence;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

2° Le médecin spécialiste : le médecin ayant suivi une formation complémentaire dans une spécialité et qui est agréé comme tel conformément aux critères en vigueur;

3° Le médecin généraliste agréé : le médecin ayant suivi une formation complémentaire en médecine générale, et qui est agréé comme tel conformément aux critères en vigueur;

4° L'administration : l'administration de l'Art de guérir du Ministère de la Santé publique et de la Famille;

5° Le Conseil supérieur : le Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes;

6° Le candidat : le candidat médecin spécialiste ou le candidat médecin généraliste agréé;

7° La discipline : la pratique médicale, spécialité ou médecine générale, telle qu'elle est visée à l'arrêté royal du 16 novembre 1973 fixant la nomenclature des prestations de santé;

8° Le maître de stage : le médecin responsable de la formation entière ou partielle du candidat et qui est agréé comme tel conformément aux critères en vigueur;

9° Le service de stage : le service dans lequel la formation du candidat se réalise entièrement ou partiellement et qui est agréé à cet effet, conformément aux critères en vigueur.

Art. 2. Seuls sont considérés comme médecins spécialistes et comme médecins généralistes agréés, pour l'application de la législation et de la réglementation sur l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, les médecins agréés à ce titre conformément au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté règle en outre l'agrégation des maîtres de stage et des services de stage.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 83 — 721

21 APRIL 1983. — Koninklijk besluit tot vaststelling van nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963, 8 april 1965 en 8 augustus 1980 en bij het koninklijk besluit nr. 58 van 22 juli 1982, op artikel 24bis, ingevoegd bij de wet van 7 juli 1966 en gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, en op artikel 153, § 4, ingevoegd bij de wet van 8 april 1965;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1973, tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 2, F, eerste lid, 2°, van de bijlage bij dat besluit ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 september 1976 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 1977;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut, van sociale zekerheid en socialvoorzorg;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort;

2° Geneesheer-specialist : de geneesheer die een aanvullende opleiding in een specialiteit heeft gevolgd en die als dusdanig erkend wordt overeenkomstig de van kracht zijnde criteria;

3° Erkend huisarts : de geneesheer die een aanvullende opleiding in de huisartsgeneeskunde heeft gevolgd en die als dusdanig erkend wordt overeenkomstig de van kracht zijnde criteria;

4° Bestuur : het bestuur Geneeskundepraktijk van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin;

5° Hoge Raad : de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen;

6° Kandidaat : de kandidaat geneesheer-specialist of de kandidaat erkend huisarts;

7° Discipline : de geneeskundige praktijk, specialiteit of huisartsgeneeskunde, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 16 november 1973 tot vaststelling van de nomenclatuur de geneeskundige verstrekkingen;

8° Stagemester : de geneesheer verantwoordelijk voor de gehele of gedeeltelijke opleiding van de kandidaat en die als dusdanig erkend wordt overeenkomstig de van kracht zijnde criteria;

9° Stagedienst : de dienst in het raam van dewelke de gehele of gedeeltelijke opleiding van de kandidaat geschiedt en die daarvoor wordt erkend, overeenkomstig de van kracht zijnde criteria.

Art. 2. Voor de toepassing van de wetgeving en reglementering betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, komen als geneesheer-specialist en als erkend huisarts slechts in aanmerking zij die overeenkomstig dit besluit als zodanig erkend zijn.

Art. 3. Dit besluit regelt bovendien de erkenning van stagemesters en stagediensten.

CHAPITRE II. — Des organes, leur composition et leurs missions

Art. 4. Il est institué auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille :

1° un Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes;

2° une commission d'agrégation de médecins spécialistes pour chacune des spécialités médicales déterminées par les lois et règlements relatifs à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° une commission d'agrégation des médecins généralistes.

Art. 5. § 1er. Le Conseil supérieur est formé d'une chambre d'expression française et d'une chambre d'expression néerlandaise qui se réunissent conjointement pour accomplir les missions énumérées au § 4.

§ 2. Le Conseil supérieur est présidé par un docteur en médecine, chirurgie et accouchements désigné par le Ministre parmi les fonctionnaires de son Département.

A défaut du président ou en son absence, la présidence est assurée conjointement par le président de la chambre d'expression française et par le président de la chambre d'expression néerlandaise du Conseil supérieur. Si l'un de ces derniers est absent, la présidence est assurée par le président de la chambre présent.

En cas d'absence du président du Conseil supérieur et des présidents des deux chambres, la présidence du Conseil supérieur est assurée par le membre le plus âgé.

§ 3. Le secrétariat du Conseil supérieur est assuré conjointement par les secrétaires des deux chambres.

§ 4. Le Conseil supérieur a pour mission :

1° d'adresser au Ministre des propositions relatives à la fixation des critères d'agrégation des médecins spécialistes, des médecins généralistes, des maîtres de stage et des services de stage;

2° de donner au Ministre un avis motivé sur les demandes d'agrégation en qualité de maître de stage ou de service de stage;

3° de donner au Ministre, à sa demande ou d'initiative, des avis ou de faire des propositions relatives aux directives et recommandations à l'intention des commissions d'agrégation, des maîtres de stage et des candidats ou concernant des questions de principe et d'ordre général.

§ 5. Le Conseil supérieur peut créer des groupes de travail chargés d'une mission déterminée. Ces groupes de travail se composent de membres du Conseil supérieur et, éventuellement, d'experts étrangers au Conseil.

§ 6. Pour pouvoir délibérer valablement, au moins la moitié des membres visés à l'article 6, § 1er, 3° et 4° d'une part, et la moitié des membres visés à l'article 6, § 1, 5° et 6° d'autre part doivent être présents.

Si le quorum n'est pas atteint, le Président convoque une seconde réunion avec le même ordre du jour; le Conseil supérieur peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Le Conseil se prononce à la majorité des membres présents; si le point en délibération ne concerne que les seuls médecins spécialistes, une majorité doit également être trouvée parmi les membres visés à l'article 6, § 1er, 3° et 4°; si le point en délibération ne concerne que les seuls médecins-généralistes, une majorité doit être trouvée parmi les membres visés à l'article 6, § 1er, 5° et 6°.

En cas de parité des voix, le point qui a été soumis au vote n'est pas adopté.

Les délibérations du Conseil supérieur sont secrètes.

Les avis doivent être motivés.

Art. 6. § 1er. Chaque chambre du Conseil supérieur est composée :

1° d'un président, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, proposé sur une liste double par l'Académie royale de Médecine de Belgique pour la chambre d'expression française et par la « Koninklijke Academie voor geneeskunde van België » pour la chambre d'expression néerlandaise;

2° d'un vice-président, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, proposé sur une liste double par le Conseil national de l'Ordre des médecins;

HOOFDSTUK II. — De organen, hun samenstelling en opdrachten

Art. 4. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin worden opgericht :

1° een Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen;

2° een erkenningscommissie van geneesheren-specialisten voor elk van de geneeskundige specialiteiten vastgesteld door de wetten en verordeningen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° een erkenningscommissie van huisartsen.

Art. 5. § 1. De Hoge Raad wordt gevormd door een nederlandsestalige en een franstalige kamer die voor het vervullen van de opdrachten opgesomd in § 4 samen vergaderen.

§ 2. De Hoge Raad wordt voorgezeten door een doctor in de genees-, heel- en verloskunde, aangewezen door de Minister onder de ambtenaren van zijn Departement.

Bij ontstentenis of afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap gemeenschappelijk waargenomen door de voorzitter van de nederlandsestalige kamer en door de voorzitter van de franstalige kamer van de Hoge Raad. Bij afwezigheid van een van beiden wordt het voorzitterschap waargenomen door de aanwezige kamervoorzitter.

Bij afwezigheid van de voorzitter van de Hoge Raad en van de voorzitters van de beide kamers wordt de vergadering van de Hoge Raad voorgezeten door het oudste lid in jaren.

§ 3. Het secretariaat van de Hoge Raad wordt gezamenlijk waargenomen door de secretarissen van de beide kamers.

§ 4. De Hoge Raad is ermee belast :

1° aan de Minister voorstellen te doen betreffende het vaststellen van criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, van huisartsen, van stagemeesters en stagediensten;

2° aan de Minister een met redenen omkleed advies te verstrekken over de aanvragen tot erkenning als stagemeester of als stagedienst;

3° aan de Minister, op zijn verzoek of op eigen initiatief, adviezen te geven of voorstellen te doen in verband met richtlijnen en aanbevelingen ten behoeve van de erkenningscommissies, de stagemeesters en de kandidaten of betreffende beginselkwesties en algemene aangelegenheden.

§ 5. De Hoge Raad kan werkgroepen oprichten belast met een welbepaalde opdracht. Deze werkgroepen zijn samengesteld uit leden van de Hoge Raad en eventueel uit deskundigen die niet tot de Raad behoren.

§ 6. Om geldig te kunnen beraadslagen moet ten minste de helft van de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 3° en 4° enerzijds, en de helft van de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 5° en 6° anderzijds aanwezig zijn.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, belegt de Voorzitter een tweede vergadering met dezelfde agenda; de Hoge Raad kan dan geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

De Raad spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden; indien het punt waarover beraadslaagd wordt, enkel betrekking heeft op de geneesheren-specialisten moet hierover daarenboven een meerderheid bestaan bij de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 3° en 4°; indien het punt waarover beraadslaagd wordt, enkel betrekking heeft op de huisartsen moet hierover daarenboven een meerderheid bestaan bij de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 5° en 6°.

Bij staking van stemmen is het punt waarover werd gestemd niet aangenomen.

De beraadslagingen van de Hoge Raad zijn geheim.

De adviezen moeten met redenen omkleed zijn.

Art. 6. § 1. Elke kamer van de Hoge Raad bestaat uit :

1° een voorzitter, doctor in de genees-, heel- en verloskunde, uit een dubbeltal voorgedragen door de Koninklijke Academie voor geneeskunde van België voor de nederlandsestalige kamer en door de « Académie royale de médecine de Belgique » voor de franstalige kamer;

2° een ondervoorzitter, doctor in de genees-, heel- en verloskunde, uit een dubbeltal voorgedragen door de Nationale Raad van de Orde der geneesheren;

3° de douze docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, occupant ou ayant occupé des fonctions académiques, agréés comme spécialistes et proposés sur une liste double par les facultés de médecine;

4° de douze docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, agréés comme spécialistes et proposés sur une liste double par leurs associations professionnelles;

5° de douze docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, agréés comme médecins généralistes et proposés sur une liste double par les facultés de médecine;

6° de douze docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, agréés comme médecins généralistes et proposés sur une liste double par leurs associations professionnelles;

7° d'un docteur en médecine, chirurgie et accouchements, proposé par le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions;

8° d'un docteur en médecine, chirurgie et accouchements, représentant le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Le président, le vice-président et les membres sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de six ans. Il continuent à assumer leur fonction jusqu'à ce que le Ministre ait décidé du renouvellement de leur mandat ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme, pour achever le mandat en cours, un nouveau membre selon la procédure déterminée dans le présent article.

§ 2. Le Ministre peut, sur avis du Conseil supérieur mettre fin au mandat des membres des chambres du Conseil supérieur qui auront fait preuve notoire de manque d'assiduité aux réunions ou de manque d'intérêt aux missions qui leur étaient confiées.

§ 3. En cas d'absence du président et du vice-président, la présidence de la chambre du Conseil supérieur est assurée par le membre le plus âgé.

§ 4. Le secrétariat des chambres est assuré par des fonctionnaires désignés par le Ministre.

§ 5. Les chambres du Conseil supérieur ont pour mission :

1° de se prononcer par délibération motivée, sur les recours introduits contre les avis des commissions d'agrément;

2° à la demande du Ministre, de se prononcer par délibération motivée, sur les avis des commissions d'agrément au sujet du plan de stage, de la formation et de l'agrément comme médecin spécialiste ou comme médecin généraliste.

§ 6. Les dispositions de l'article 5, § 6, sont d'application, *mutatis mutandis*.

Art. 7. § 1er. Chaque commission d'agrément se compose d'une chambre d'expression française et d'une chambre d'expression française et d'une chambre d'expression néerlandaise.

§ 2. Chaque chambre des commissions d'agrément des médecins spécialistes se compose :

1° de minimum trois et de maximum huit membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, occupant ou ayant occupé des fonctions académiques, agréés comme spécialistes dans la spécialité concernée et proposés sur une liste double par les facultés de médecine;

2° d'un même nombre de membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements agréés comme spécialistes dans la spécialité concernée et proposés sur une liste double par leurs associations professionnelles.

§ 3. Chaque chambre de la commission d'agrément des médecins généralistes est composée :

1° de minimum trois et de maximum huit membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, agréés comme médecins généralistes et proposés sur une liste double par les facultés de médecine;

2° d'un même nombre de membres docteurs en médecine, chirurgie et accouchements agréés comme médecins généralistes et proposés sur une liste double par leurs associations professionnelles.

3° twaalf doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die een academisch ambt bekleden of hebben bekleed, die als specialist zijn erkend, te benoemen uit een lijst van dubbeltallen voorgedragen door de faculteiten van geneeskunde;

4° twaalf doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die als specialist zijn erkend, te benoemen uit een lijst van dubbeltallen voorgedragen door hun beroepsverenigingen;

5° twaalf doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die als huisarts erkend zijn, te benoemen uit een lijst van dubbeltallen voorgedragen door de faculteiten van geneeskunde;

6° twaalf doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die als huisarts erkend zijn, te benoemen uit een lijst van dubbeltallen voorgedragen door hun beroepsverenigingen;

7° een doctor in de genees-, heel- en verloskunde, voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Voorzorg behoort;

8° een doctor in de genees-, heel- en verloskunde, vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

De voorzitter, ondervoorzitter en de leden worden door de Minister benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Zij blijven hun functie waarnemen tot de Minister over de hernieuwing van hun mandaat een beslissing heeft genomen of, in voorkomend geval, totdat in hun vervanging is voorzien.

In geval van overlijden, van ontslag of van intrekking van het mandaat van een lid benoemt de Minister om het lopend mandaat te voleinden een nieuw lid volgens de in dit artikel bepaalde procedure.

§ 2. De Minister kan, op advies van de Hoge Raad, een einde maken aan het mandaat van de leden van de Kamers van de Hoge Raad, die duidelijk blijkt zullen gegeven hebben van gebrek aan regelmatigheid in het bijwonen van de vergaderingen of van gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hen werden toevertrouwd.

§ 3. Bij afwezigheid van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt de vergadering van de kamer van de Hoge Raad, voorgezeten door het oudste lid in jaren.

§ 4. Het secretariaat van de kamers wordt waargenomen door ambtenaren, aangewezen door de Minister.

§ 5. De Kamers van de Hoge Raad zijn ermee belast :

1° uitspraak te doen, bij een met redenen omklede beraadslaging, over de beroepen ingesteld tegen de adviezen van de erkenningscommissies;

2° op verzoek van de Minister, uitspraak te doen, bij een met redenen omklede beraadslaging over de adviezen van de erkenningscommissies in verband met het stageplan, de opleiding en de erkenning als geneesheer-specialist of als huisarts.

§ 6. De bepalingen van artikel 5, § 6 zijn, *mutatis mutandis*, van toepassing.

Art. 7. § 1. Elke erkenningscommissie bestaat uit een nederlandsstalige en een franstalige kamer.

§ 2. Elke kamer van de erkenningscommissies van geneesheer-specialisten is samengesteld uit :

1° ten minste drie en ten hoogste acht leden, doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die een academisch ambt bekleden of hebben bekleed, die als specialist zijn erkend in de specialiteit in kwestie, te benoemen uit een lijst van dubbeltallen voorgedragen door de faculteiten van geneeskunde;

2° evenveel leden, doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die als specialist zijn erkend in de specialiteit in kwestie, te benoemen uit een lijst van dubbeltallen voorgedragen door hun beroepsverenigingen.

§ 3. Elke kamer van de erkenningscommissie van huisartsen is samengesteld uit :

1° ten minste drie en ten hoogste acht leden, doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die als huisarts zijn erkend, te benoemen uit een lijst van dubbeltallen voorgedragen door de faculteiten van geneeskunde;

2° evenveel leden, doctors in de genees-, heel- en verloskunde, die als huisarts zijn erkend, te benoemen uit een lijst van dubbeltallen voorgedragen door hun beroepsverenigingen.

§ 4. Les membres des commissions d'agréation sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de six ans. Ils continuent à assumer leur fonction jusqu'à ce que le Ministre ait décidé au renouvellement de leur mandat ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme, pour achever le mandat en cours, un nouveau membre selon la procédure déterminée dans le présent article.

§ 5. Le Ministre peut, sur avis du Conseil supérieur mettre fin au mandat des membres des chambres des Commissions d'agréation qui auront fait preuve notoire de manque d'assiduité aux réunions ou de manque d'intérêt aux missions qui leur étaient confiées.

§ 6. Chaque chambre   lit en son sein un président et un vice-président.

En cas d'absence du président et du vice-président, la réunion de la chambre de la commission d'agréation est présidée par le membre le plus âgé.

§ 7. Les fonctions de secrétaire sont assurées par un fonctionnaire désigné par le Ministre.

Art. 8. § 1er. Les chambres des commissions d'agréation des médecins spécialistes et des médecins généralistes ont pour mission :

1   de donner un avis sur le plan de stage introduit par le candidat et de proposer éventuellement des dérogations aux critères d'agréation dans les limites des directives et des recommandations dont il est question à l'art. 5, § 4, 3  ;

2   de surveiller l'exécution du plan de stage dans tous ses éléments tant par le maître de stage que par le candidat, conformément aux critères en vigueur et aux dispositions du présent arrêté.

Le Ministre peut désigner un médecin fonctionnaire du Ministère de la Santé publique pour seconder les commissions d'agréation dans la surveillance de l'exécution des plans de stage;

3   de donner au Ministre un avis motivé sur les demandes d'agréation en qualité de médecin spécialiste ou de médecin généraliste et sur les questions qui se rapportent à cette agréation;

4   de donner au Conseil supérieur, à sa demande, un avis motivé sur les critères propres à chaque discipline à prendre en considération pour l'agréation des médecins spécialistes, des médecins généralistes et de leurs maîtres de stage et services de stage respectifs;

5   de donner au Conseil supérieur, à sa demande, un avis motivé sur la valeur des maîtres de stage et des services de stage en vue de leur agréation.

§ 2. Chaque commission d'agréation ou chaque chambre peut à tout moment adresser au Conseil supérieur une note avec son avis et ses remarques sur des questions d'ordre général ou particulier concernant sa discipline.

§ 3. Pour que la chambre puisse délibérer valablement, au moins la moitié des membres doivent être présents.

Si les membres de la chambre ne sont pas présents en nombre suffisant, le président convoque une deuxième réunion avec le même ordre du jour; la chambre peut alors délibérer valablement quelque soit le nombre des membres présents. La chambre se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix le point qui a été soumis au vote n'est pas adopté.

Les délibérations de la chambre sont secrètes. Les avis doivent être motivés.

Art. 9. Les présidents, les vice-présidents et les membres du Conseil supérieur et des commissions d'agréation ont droit :

1   à un jeton de présence, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 janvier 1960 modifiant l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant le montant des jetons de présence et les frais alloués aux membres des commissions permanentes ressortissant au département de la Santé publique et de la Famille. Les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;

2   au remboursement des frais de parcours, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

§ 4. De leden van de erkenningscommissies worden door de Minister benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Zij blijven hun functie waarnemen tot de Minister over de hernieuwing van hun mandaat een beslissing heeft genomen of, in voorkomend geval, tot in hun vervanging is voorzien.

In geval van overlijden, van ontslag of van intrekking van het mandaat van een lid benoemt de Minister om het lopend mandaat te voleinden een nieuw lid volgens de in dit artikel bepaalde procedure.

§ 5. De Minister kan op advies van de Hoge Raad een eind maken aan het mandaat van de leden van de Kamers van de erkenningscommissies, die duidelijk blijkt zullen gegeven hebben van gebrek aan regelmatigheid in het bijwonen van de vergaderingen of van gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hen werden toevertrouwd.

§ 6. Elke kamer kiest uit haar midden een voorzitter en een ondervoorzitter.

Bij afwezigheid van de voorzitter en de ondervoorzitter wordt de vergadering van de Kamer van de erkenningscommissie voorgezeten door het oudste lid in jaren.

§ 7. Het ambt van secretaris wordt uitgeoefend door een ambtenaar aangewezen door de Minister.

Art. 8. § 1. De kamers van de erkenningscommissies van geneesheren-specialisten en van huisartsen zijn ermee belast :

1   advies te geven over het stageplan dat door de kandidaat wordt ingediend en eventueel afwijkingen op de criteria voor te stellen binnen de perken van de richtlijnen en aanbevelingen bedoeld in art. 5, § 4, 3  ;

2   toezicht uit te oefenen op de uitvoering van het stageplan in al zijn geledingen zowel door de stagemeeester als door de kandidaat, overeenkomstig de vigerende criteria en de bepalingen van dit besluit.

De Minister kan een geneesheer-ambtenaar van het Ministerie van Volksgezondheid aanstellen om de erkenningscommissies bij het toezicht op de uitvoering van de stageplans behulpzaam te zijn;

3   de Minister een met redenen omkleed advies te verstrekken betreffende de aanvragen tot de erkenning als geneesheer-specialist of als huisarts en de kwesties in verband met deze erkenning;

4   de Hoge Raad op diens verzoek een met redenen omkleed advies te verstrekken over de criteria, eigen aan iedere discipline waarmee rekening moet worden gehouden voor de erkenning van geneesheren-specialisten, huisartsen en hun respectieve stagemeeesters en stagediensten;

5   de Hoge Raad, op diens verzoek, een met redenen omkleed advies te verstrekken over de waarde van de stagemeeesters en stagediensten met het oog op hun erkenning.

§ 2. Elke erkenningscommissie of elke kamer kan te allen tijde aan de Hoge Raad een nota oversluiten met haar advies of opmerkingen over algemene of bijzondere aangelegenheden betreffende haar discipline.

§ 3. Om geldig te beraadslagen moet ten minste de helft van de leden van de kamer aanwezig zijn.

Indien de leden van de kamer niet in voldoende aantal aanwezig zijn, belegt de voorzitter een tweede vergadering met dezelfde agenda; de kamer kan dan geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden. De kamer spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is het punt waarover werd gestemd niet aangenomen.

De beraadslagingen van de kamer zijn geheim. De adviezen moeten met redenen omkleed zijn.

Art. 9. De voorzitters, de ondervoorzitters en de leden van de Hoge Raad en van de erkenningscommissies hebben recht op :

1   een presentiegeld, overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk besluit van 5 januari 1960 tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 juli 1946 dat het bedrag van de presentiegelden en de kosten bepaalt, welke uitgekeerd worden aan de leden van de vaste commissies die van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin afhangen. De leden ambtenaren kunnen alleen aanspraak erop maken in de mate waarin hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties vergt buiten hun gewone diensturen;

2   de terugbetaling van de reiskosten overeenkomstig het Koninklijk besluit van 18 januari 1965, houdende algemene regeling inzake reiskosten;

3° au remboursement des frais de séjour, conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964, fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Pour l'application du présent article, les membres non fonctionnaires des commissions d'agrégation et du Conseil supérieur sont assimilés aux agents titulaires d'un grade dans un des rangs 15, 16 ou 17.

CHAPITRE III. — Du stage et de l'agrégation des médecins-spécialistes et des médecins généralistes

SECTION I. — Du stage

Art. 10. Le candidat, habilité à exercer la médecine en Belgique, est tenu d'introduire pour approbation, par lettre recommandée au Ministre, au plus tard dans les trois premiers mois du début de sa formation, un plan de stage mentionnant les stages qu'il désire effectuer.

Art. 11. Le plan de stage est soumis à l'avis de la chambre compétente de la commission d'agrégation de la discipline concernée. Avant de soumettre le plan de stage à la chambre compétente, l'administration vérifie si les dispositions du premier alinéa du présent article et de l'article 12 ont été entièrement observées. Si tel n'est pas le cas, l'intéressé en est informé dans les trente jours.

Si le plan de stage est introduit au cours des trois premiers mois de la formation, la période de stage est calculée à partir de la date à laquelle la formation a réellement commencé; s'il est introduit ultérieurement, la date de la lettre recommandée est considérée comme la date du début du stage.

Art. 12. § 1er. La demande d'approbation du plan de stage est rédigée sur un formulaire fourni par l'administration et dont le modèle est arrêté par le Ministre. Elle contient les éléments suivants :

- 1° la discipline pour laquelle la demande est faite;
- 2° les dates du début et de la fin de la formation, le plan de stage devant porter sur la durée complète de celle-ci;
- 3° les services où seront effectués les stages;
- 4° le nom du ou des maîtres de stage et éventuellement du maître de stage coordinateur et son (leur) accord écrit.

Lorsque le candidat a plus d'un maître de stage, l'un d'eux doit faire fonction de maître de stage coordinateur.

Le maître de stage coordinateur a pour mission de guider le candidat lors de la rédaction de son plan de stage et de coordonner l'ensemble de sa formation. Le maître de stage coordinateur doit être agréé dans la même discipline que celle choisie comme finalité par le candidat.

5° Une adresse en Belgique pour l'envoi de toute correspondance, si certains stages ont lieu à l'étranger.

§ 2. A la demande d'approbation du plan de stage sont joints :

- 1° une attestation d'où il ressort que le candidat est inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins;
- 2° pour chaque partie du stage, un exemplaire de la convention écrite conclue entre le candidat et le maître de stage ou l'institution responsable et relative à la rémunération du candidat avec mention précise de la durée de la convention.

Art. 13. § 1er. La chambre se prononce sur la demande d'approbation du plan de stage ou de toute autre demande en rapport avec le stage, dans les soixante jours, à partir de la date à laquelle elle a été saisie de l'affaire.

§ 2. Sauf en cas d'urgence le candidat est invité, au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné, par lettre recommandée avec accusé de réception, à comparaître devant la chambre aux fins de fournir tous renseignements utiles. Il peut se faire assister d'un ou de plusieurs conseils. Si le candidat, dûment convoqué, ne comparait pas, il est statué sur pièces, sauf en cas d'absence justifiée.

§ 3. Le dossier est tenu à la disposition du demandeur ou de son conseil au secrétariat; il peut y être consulté, sans déplacement, pendant les quinze jours qui précèdent l'audience.

3° de terugbetaling van de verblijfkosten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Voor de toepassing van dit artikel worden de leden niet-ambtenaar van de erkenningscommissies en van de Hoge Raad gelijkgesteld met de ambtenaren die een graad bekleden van rang 15, 16 of 17.

HOOFDSTUK III. — De stage en de erkenning van geneesheren-specialisten en huisartsen

AFDELING I. — De stage

Art. 10. De kandidaat, gemachtigd de geneeskunde in België uit te oefenen, moet uiterlijk binnen de eerste drie maanden van de aanvang van zijn opleiding, bij aangetekend schrijven, aan de Minister een plan ter goedkeuring toesturen met opgave van de stages die hij wenst te verrichten.

Art. 11. Het stageplan wordt vóór advies voorgelegd aan de bevoegde kamer van de erkenningscommissie van de discipline in kwestie. Vooral eer het stageplan aan de bevoegde kamer wordt voorgelegd gaat het bestuur na of de voorschriften van het eerste lid van dit artikel en van artikel 12 volledig zijn nageleefd. Als zulks niet het geval is wordt de belanghebbende daarvan binnen dertig dagen in kennis gesteld.

Als het stageplan tijdens de eerste drie maanden van de opleiding wordt ingediend wordt de stageperiode gerekend vanaf de datum waarop de opleiding werkelijk begonnen is; als het later wordt ingediend, wordt de datum van het aangetekend schrijven beschouwd als de datum waarop de stage is begonnen.

Art. 12. § 1. De aanvraag om goedkeuring van het stageplan wordt gedaan door middel van een formulier dat door het bestuur wordt bezorgd en waarvan het model door de Minister wordt bepaald. Zij bevat de volgende gegevens :

- 1° de discipline waarop de aanvraag betrekking heeft;
- 2° de data van aanvang en van beëindiging van de opleiding, met dien verstande dat het stageplan op de volledige duur van de opleiding betrekking heeft;
- 3° de diensten waar de stages zullen gedaan worden;
- 4° de naam van de stagemeester (s) en eventueel van de stagemeester-coördinator en zijn (hun) schriftelijk akkoord.

Wanneer de kandidaat meer dan één stagemeester heeft, moet één van hen fungeren als stagemeester-coördinator.

De stagemeester-coördinator heeft als opdracht de kandidaat te begeleiden bij het opstellen van zijn stageplan en het geheel van zijn opleiding te coördineren. De stagemeester-coördinator moet erkend zijn in dezelfde discipline als die welke door de kandidaat wordt gekozen voor zijn erkenning.

5° De opgave van een adres in België voor toezending van de briefwisseling, indien bepaalde stages in het buitenland worden verricht.

§ 2. Bij de aanvraag tot goedkeuring van het stageplan moeten gevoegd zijn :

- 1° een attest waaruit blijkt dat de aanvrager ingeschreven is op de lijst van de Orde der Geneesheren;
- 2° voor elk deel van de stage een exemplaar van de geschreven overeenkomst tussen de kandidaat en de stagemeester of de verantwoordelijke instelling, met betrekking tot de vergoeding van de kandidaat, met nauwkeurige vermelding van de duur van de overeenkomst.

Art. 13. § 1. De kamer spreekt zich uit over de aanvraag tot goedkeuring van het stageplan of van enige andere vraag in verband met de stage, binnen zestig dagen na de datum waarop de zaak bij haar aanhangig werd gemaakt.

§ 2. De kandidaat wordt, behoudens in geval van spoed, ten minste vijftien dagen vóór de vergadering waarop zijn dossier wordt onderzocht, bij een aangetekende brief tegen afgiftebewijs, opgeroepen om voor de kamer te verschijnen ten einde alle nuttige toelichtingen te verstrekken. Hij mag zich laten bijstaan door één of meer raadslieden. Indien de kandidaat, behoorlijk opgeroepen, niet verschijnt, kan de kamer uitspraak doen op stukken, behalve bij gewettigde afwezigheid.

§ 3. Het dossier wordt op het secretariaat ter beschikking gehouden van de aanvrager of zijn raadsman; het kan er gedurende vijftien dagen vóór de zitting ter plaatse worden geraadpleegd.

Art. 14. Les avis motivés de la chambre sont communiqués au Ministre et notifiés dans les 30 jours au candidat par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 15. § 1er. Au début de son stage, le candidat reçoit un carnet de stage dans lequel il doit consigner toutes les activités effectuées dans le cadre de sa formation. Ce carnet doit être retourné au bout d'un an à la chambre compétente de la commission d'agrément et remplacé par un nouveau carnet.

§ 2. En outre, le candidat doit chaque année faire un rapport à la chambre compétente de la commission d'agrément au sujet du déroulement de sa formation.

Art. 16. Le candidat doit soumettre préalablement toute modification de son plan de stage à l'approbation du Ministre; avant de prendre une décision le Ministre demande l'avis de la chambre compétente de la commission d'agrément.

Ni le candidat ni le maître de stage ne peuvent unilatéralement apporter des modifications et mettre prématurément fin à la convention entre les deux parties concernant le stage. En cas de divergences de vues les dispositions de l'article 18 du présent arrêté sont applicables.

Art. 17. Une interruption du stage ne peut en aucun cas raccourcir la durée totale de la formation. Lorsque le candidat a dû interrompre sa formation pendant au moins trois mois, il est tenu d'en informer immédiatement la chambre compétente de la commission d'agrément et d'indiquer la raison de l'interruption. Le candidat fera à la chambre compétente des propositions en vue d'une période de stage complémentaire.

La chambre communique dans les trente jours son avis sur cette proposition au candidat et à son maître de stage et transmet la proposition, accompagnée de son avis, pour approbation au Ministre.

Art. 18. En cas de divergence de vue entre un maître de stage et un candidat, l'un et l'autre peuvent soumettre le différend à la chambre compétente de la commission d'agrément.

La chambre entend les deux parties.

Si le différend persiste, la chambre charge une commission composée d'un ou de plusieurs de ses membres et d'un médecin fonctionnaire du Ministère de la Santé publique d'une enquête sur place.

Après avoir pris connaissance du rapport dressé par la commission d'enquête, la chambre émet un avis. Elle communique dans les trente jours son avis au maître de stage et au candidat et le transmet pour approbation au Ministre.

Art. 19. Lorsque le maître de stage estime que le candidat n'est pas apte à exercer la discipline choisie ou est devenu indésirable dans son service, il en fait part à la chambre compétente de la commission d'agrément et au candidat, en indiquant les motifs sur lesquels il fonde son appréciation.

La chambre entend les deux parties.

Si le maître de stage maintient son point de vue, la chambre charge une commission composée d'un ou de plusieurs de ses membres et d'un médecin fonctionnaire du Ministère de la Santé publique d'une enquête sur place.

Après avoir pris connaissance du rapport dressé par la commission d'enquête, la chambre émet l'avis soit de mettre fin au stage ou à la partie du stage, soit de désigner un autre maître de stage proposé par le candidat; dans ce dernier cas, elle indique dans quelle mesure le stage effectué chez le premier maître de stage comptera pour le calcul de la durée totale du stage exigée pour la discipline.

Si le second maître de stage émet également un avis défavorable, la chambre peut émettre l'avis de ne pas laisser le candidat poursuivre sa formation dans la discipline concernée.

Les dispositions de l'article 13 sont applicables dans ce cas.

La chambre communique dans les trente jours, son avis au candidat et à son maître de stage et le transmet pour approbation au Ministre.

Art. 20. Si, dans le délai prévu à l'article 30 les avis des commissions d'agrément concernant le plan de stage et la formation n'ont pas fait l'objet d'un appel, le Ministre prend une décision qui est communiquée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 14. De met redenen omklede adviezen van de kamer worden aan de Minister medegedeeld, en binnen 30 dagen ter kennis gebracht van de kandidaat bij een aangetekend schrijven tegen afgiftebewijs.

Art. 15. § 1. Bij de aanvang van zijn stage wordt aan de kandidaat een stageboekje afgegeven, waarin hij al zijn werkzaamheden in het kader van zijn opleiding dient te vermelden. Het moet, na verloop van een jaar, aan de bevoegde kamer van de erkenningscommissie worden teruggegeven en door een nieuw vervangen.

§ 2. Daarenboven moet de kandidaat bij de bevoegde kamer van de erkenningscommissie jaarlijks verslag uitbrengen nopens het verloop van zijn opleiding.

Art. 16. De kandidaat moet elke wijziging aan zijn stageplan vooruit ter goedkeuring meedelen aan de Minister; alvorens een beslissing te nemen vraagt de Minister hierover het advies van de bevoegde Kamer van de erkenningscommissie.

Noch de kandidaat noch de stage-meester mogen eenzijdig veranderingen aanbrengen of voortijdig een einde maken aan de overeenkomst tussen de twee partijen met betrekking tot de stage. In geval van een meningsverschil zijn de bepalingen van artikel 18 van dit besluit van toepassing.

Art. 17. Een onderbreking van de stage mag in geen geval de totale duur van de opleiding verkorten. Wanneer de kandidaat gedurende minstens drie maanden, zijn opleiding heeft moeten onderbreken, dient hij onmiddellijk de bevoegde kamer van de erkenningscommissie daarvan in kennis te stellen met opgave van de redenen van onderbreking. De kandidaat zal aan de bevoegde kamer voorstellen doen met het oog op een aanvullende stageperiode.

De kamer deelt binnen de dertig dagen haar advies over dit voorstel mede aan de kandidaat en zijn stage-meester, en zendt het voorstel, met haar advies, ter goedkeuring naar de Minister.

Art. 18. In geval van een meningsverschil tussen een stage-meester en een kandidaat kan elk van beiden het geschil ahangig maken bij de bevoegde kamer van de erkenningscommissie.

De kamer hoort de beide partijen.

Indien het geschil aanhoudt belast de kamer een commissie, bestaande uit één of meerderen van haar leden en een geneesheer-ambtenaar van het Ministerie van Volksgezondheid met een onderzoek ter plaatse.

Na inzage van het verslag opgesteld door de onderzoekscommissie adviseert de kamer. Zij deelt binnen dertig dagen haar advies mede aan de stage-meester en aan de kandidaat en stuurt het ter goedkeuring naar de Minister.

Art. 19. Wanneer de stage-meester oordeelt dat de kandidaat niet geschikt is voor de gekozen discipline, of ongewenst is geworden in zijn dienst, deelt hij zulks mede aan de bevoegde kamer van de erkenningscommissie en aan de kandidaat, met opgave van de redenen waarop hij zijn oordeel steunt.

De kamer hoort de beide partijen.

Indien de stage-meester bij zijn mening blijft, gelast de kamer een commissie, samengesteld uit één of meerderen van haar leden en een geneesheer-ambtenaar van het Ministerie van Volksgezondheid met een onderzoek ter plaatse.

Na inzage van het verslag opgesteld door de onderzoekscommissie, adviseert de kamer ofwel een einde te maken aan de stage of het gedeelte van de stage, ofwel op voorstel van de kandidaat, een andere stage-meester aan te stellen; in dit laatste geval bepaalt zij in hoeverre de bij de eerste stage-meester gedane stage in aanmerking komt voor de berekening van de totale duur van de stage die voor de discipline vereist wordt.

Indien de tweede stage-meester eveneens een ongunstig advies uitbrengt, mag de kamer adviseren de kandidaat niet toe te laten zijn opleiding in de discipline in kwestie verder te zetten.

De bepalingen van artikel 13 zijn in dit geval toepasselijk.

De kamer deelt binnen dertig dagen haar advies mede aan de kandidaat en zijn stage-meester, en stuurt het ter goedkeuring over naar de Minister.

Art. 20. Indien binnen de termijn bepaald in artikel 30 geen beroep wordt aangetekend tegen de adviezen van de erkenningscommissies met betrekking tot het stageplan en de opleiding, neemt de Minister een beslissing die wordt meegedeeld aan de kandidaat bij een aangetekend schrijven tegen afgiftebewijs.

Section II. — De l'agrération

Art. 21. A l'expiration du stage, la demande d'agrération en qualité de médecin spécialiste ou de médecin généraliste est adressée par l'intéressé au Ministre, par lettre recommandée, sur un formulaire fourni par l'administration et dont le modèle est arrêté par le Ministre.

La demande est accompagnée :

- 1° des attestations des maîtres de stage;
- 2° du dernier carnet de stage et de tout autre document de nature à éclairer la chambre sur la valeur du candidat;
- 3° d'une attestation datant de moins de trois mois certifiant que le candidat est inscrit au tableau de l'Ordre des médecins.

Le Ministre peut demander à l'intéressé de lui faire parvenir les documents nécessaires à l'examen de sa demande.

Le Ministre transmet le dossier de la demande, aux fins d'avis, à la chambre compétente de la commission d'agrération.

Art. 22. § 1er. La chambre compétente de la commission d'agrération compare les données fournies à celles qui ont été enregistrées pendant la formation; s'il n'y a pas de concordance, elle sursoit au prononcé de l'avis et invite le candidat à fournir les explications nécessaires.

§ 2. La chambre compétente de la commission d'agrération peut aussi émettre l'avis que pour satisfaire aux critères d'agrération, la formation doit encore être poursuivie pendant un temps déterminé.

Art. 23. La chambre compétente de la commission d'agrération se prononce conformément aux dispositions de l'article 13 du présent arrêté, mutatis mutandis.

Dans les cas visés à l'article 22, § 1, l'avis est émis dans les soixante jours à partir du jour où le candidat a fourni les explications nécessaires.

Art. 24. Les avis motivés de la chambre sont communiqués au Ministre et notifiés dans les trente jours au requérant, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 25. § 1er. Lorsque le médecin spécialiste ou le médecin généraliste ne répond plus aux critères d'agrération, le Ministre peut retirer l'agrération soit de sa propre initiative, soit de l'initiative de la chambre compétente de la commission d'agrération.

Le Ministre ne peut agir de sa propre initiative qu'après avoir fait part de son intention à l'intéressé et avoir recueilli l'avis de la chambre compétente de la commission d'agrération.

Les dispositions de l'article 13 sont applicables, mutatis mutandis.

§ 2. L'avis motivé de la chambre compétente de la commission d'agrération est communiqué au Ministre et notifié à l'intéressé dans les trente jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 26. Le médecin qui ne désire plus bénéficier de l'agrération consentie conformément au présent arrêté est tenu d'en informer par écrit le Ministre. Dans ce cas, le Ministre retire l'agrération.

Art. 27. Le médecin dont l'agrération a été retirée en application des dispositions des articles 25 ou 26 du présent arrêté peut demander à tout moment au Ministre une nouvelle agrération.

La procédure d'agrération se déroule conformément aux dispositions des articles 21, 22, 23 et 24 du présent arrêté.

La chambre compétente de la commission d'agrération peut dans les cas où elle le juge justifié, proposer au Ministre d'accorder l'agrération par dérogation aux dispositions des articles 21 et 22.

Art. 28. Si, dans le délai prévu à l'art. 30, les avis des commissions d'agrération concernant l'agrération de médecin spécialiste ou de médecin généraliste n'ont pas fait l'objet d'un appel, le Ministre prend une décision qui est communiquée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Afdeling II. — De erkenning

Art. 21. De aanvraag om erkenning als geneesheer-specialist of als huisarts wordt, na het beëindigen van de stage bij een aangetekende brief, bij de Minister ingediend door de belanghebbende door middel van een formulier dat door het bestuur wordt bezorgd en waarvan het model door de Minister wordt bepaald.

De aanvraag is vergezeld van :

- 1° de attesten van de stagemeesters;
- 2° het laatste stageboekje, alsmede elk ander document dat de kamer in staat stelt over de waarde van de kandidaat te oordelen;
- 3° een attest niet ouder dan drie maanden waaruit blijkt dat de kandidaat ingeschreven is op de lijst van de Orde der Geneesheren.

De Minister kan de betrokkene verzoeken hem de bescheiden te laten geworden die voor het onderzoek van de aanvraag vereist zijn.

De Minister zendt het aanvraagdossier voor advies door naar de bevoegde kamer van de erkenningscommissie.

Art. 22. § 1. De bevoegde kamer van de erkenningscommissie vergelijkt de verstrekte gegevens met die welke tijdens de opleiding opgetekend werden; bij gemis van overeenstemming, stelt zij de uitspraak van het advies uit en verzoekt zij de kandidaat de nodige toelichting te verstrekken.

§ 2. De bevoegde kamer van de erkenningscommissie kan ook adviseren, dat om te voldoen aan de erkenningscriteria, de opleiding nog gedurende een bepaalde tijd dient voortgezet te worden.

Art. 23. De bevoegde kamer van de erkenningscommissie spreekt zich uit, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van dit besluit, mutatis mutandis.

In de gevallen bedoeld in artikel 22, § 1, wordt het advies gegeven binnen zestig dagen vanaf de dag waarop de kandidaat de nodige toelichting heeft verstrekt.

Art. 24. De met redenen omklede adviezen van de kamer worden aan de Minister medegedeeld en binnen dertig dagen ter kennis gebracht van de aanvrager, bij een aangetekend schrijven tegen afgiftebewijs.

Art. 25. § 1. Wanneer de geneesheer-specialist of de huisarts niet meer voldoet aan de erkenningscriteria kan de Minister hetzij op eigen initiatief hetzij op initiatief van de bevoegde kamer van de erkenningscommissie, de erkenning intrekken.

De Minister kan enkel op eigen initiatief handelen, nadat hij zijn voornemen aan de betrokkene kenbaar heeft gemaakt en hij het advies van de bevoegde kamer van de erkenningscommissie heeft ingewonnen.

De bepalingen van artikel 13 zijn mutatis mutandis in deze gevallen toepasselijk.

§ 2. Het met redenen omklede advies van de bevoegde kamer van de erkenningscommissie wordt aan de Minister medegedeeld en ter kennis gebracht van de betrokkene binnen dertig dagen bij een aangetekend schrijven tegen afgiftebewijs.

Art. 26. De geneesheer die niet langer wenst de erkenning te genieten die hem overeenkomstig dit besluit is verleend, moet hiervan de Minister schriftelijk op de hoogte brengen. In dat geval trekt de Minister de erkenning in.

Art. 27. De geneesheer wiens erkenning werd ingetrokken in toepassing van de artikels 25 of 26 van dit besluit, kan te allen tijde aan de Minister een nieuwe erkenning aanvragen.

De erkenningsprocedure verloopt volgens de bepalingen van de artikels 21, 22, 23 en 24 van dit besluit.

De bevoegde kamer van de erkenningscommissie kan in de gevallen waar zij het gerechtvaardigd acht aan de Minister voorstellen de erkenning te verlenen met afwijking van de bepalingen van de artikels 21 en 22.

Art. 28. Indien binnen de termijn bepaald in art. 30, geen beroep wordt aangetekend tegen de adviezen van de erkenningscommissies met betrekking tot de erkenning als geneesheer-specialist of als huisarts, neemt de Minister een beslissing die wordt meegedeeld aan de betrokkene bij een aangetekend schrijven tegen afgiftebewijs.

Section III. — De la procédure d'appel

Art. 29. Lorsque le Ministre estime ne pouvoir suivre l'avis favorable de la chambre de la commission d'agrégation, il en informe l'intéressé, avec indication des motifs, et lui communique qu'avant de prendre une décision, il soumet le dossier à l'avis de la chambre compétente du Conseil supérieur.

Art. 30. Le médecin peut introduire un recours contre tout avis qui le concerne, émis par la chambre de la commission d'agrégation.

Pour être recevable, le recours doit être motivé et adressé au Ministre par lettre recommandée, dans les trente jours de la notification de l'avis.

Le Ministre soumet le dossier à l'avis de la chambre compétente du Conseil supérieur.

Art. 31. § 1er. En cas de recours ou d'application de l'article 29, le médecin est entendu par la chambre compétente du Conseil supérieur.

Sauf en cas d'urgence, le médecin est convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quinze jours avant l'audience à laquelle son dossier sera examiné.

Il comparait en personne et peut se faire assister d'un ou de plusieurs conseils.

Si le médecin dûment convoqué, ne comparait pas, la chambre peut statuer sur pièces, sauf en cas d'absence justifiée.

§ 2. A partir du jour de la convocation, le dossier est tenu à la disposition du médecin ou de son conseil au secrétariat où il peut être consulté sans déplacement.

Art. 32. § 1er. Si la chambre du Conseil supérieur est appelée à se prononcer sur le plan de stage, sur la formation ou sur l'agrégation en qualité de médecin-spécialiste, au moins un de ses membres, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, agréé dans la spécialité concernée, doit assister à la délibération.

Si la chambre ne compte aucun membre agréé dans cette spécialité, le président désigne un docteur en médecine, chirurgie et accouchements agréé dans cette spécialité pour assister à la délibération avec voix consultative.

§ 2. La chambre compétente se prononce dans les soixante jours de la date à laquelle elle a été saisie de l'affaire. L'avis doit être motivé et doit répondre aux conclusions déposées par le requérant. La chambre se prononce sur l'ensemble de l'affaire.

Art. 33. La chambre compétente du Conseil supérieur communique son avis motivé au Ministre. La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée avec accusé de réception.

CHAPITRE IV. — De l'agrégation des maîtres de stage et des services de stage

Art. 34. La demande d'agrégation en qualité de médecin maître de stage est adressée par le candidat maître de stage au Ministre, par lettre recommandée sur un formulaire fourni par l'administration et dont le modèle est arrêté par le Ministre.

La demande contient tous les éléments de nature à éclairer le Conseil supérieur et le Ministre sur la valeur du candidat, tels que titres, fonctions, publications, conférences, participation active à des sociétés scientifiques et à des congrès.

La demande contient également l'engagement du candidat maître de stage à veiller à ce que les candidats dont il assurera la formation bénéficient d'une rémunération équitable.

Art. 35. La demande d'agrégation en qualité de service de stage est adressée par lettre recommandée au Ministre par le médecin responsable du service intéressé; elle est établie sur un formulaire fourni par l'administration et dont le modèle est arrêté par le Ministre. La demande est contresignée par le gestionnaire de l'établissement.

La demande contient tous les éléments de nature à éclairer le Conseil supérieur et le Ministre sur la valeur du service, tels que des données statistiques et bibliographiques et des renseignements sur les activités scientifiques et les titres.

Afdeling III. — De beroepsprocedure

Art. 29. Wanneer de Minister oordeelt een gunstig advies van de kamer van de erkenningscommissie niet te kunnen volgen, geeft hij de betrokkene daarvan kennis met opgave van de redenen en deelt hem mede dat hij alvorens een beslissing te treffen, het dossier voor advies voorlegt aan de bevoegde kamer van de Hoge Raad.

Art. 30. Tegen elk advies van de kamer van de erkenningscommissie, dat hem betreft, kan de geneesheer beroep aantekenen.

Om ontvankelijk te zijn moet het beroep met redenen omkleed zijn en binnen dertig dagen na de kennisgeving van het advies, bij een aangetekende brief aan de Minister toegezonden worden.

De Minister legt het dossier voor advies voor aan de bevoegde kamer van de Hoge Raad.

Art. 31. § 1. In geval van beroep of in geval van toepassing van artikel 29, wordt de geneesheer door de bevoegde kamer van de Hoge Raad gehoord.

De geneesheer wordt, behoudens in geval van spoed, ten minste vijftien dagen voor de vergadering waarop zijn dossier wordt onderzocht, bij een aangetekende brief tegen afgiftebewijs opgeroepen.

Hij verschijnt persoonlijk en mag zich laten bijstaan door één of meer raadslieden.

Indien de geneesheer, behoorlijk opgeroepen, niet verschijnt, kan de kamer uitspraak doen op stukken, behalve bij gewettigde afwezigheid.

§ 2. Vanaf de dag van de oproeping wordt het dossier op het secretariaat ter beschikking gehouden van de geneesheer of zijn raadsman, het kan er ter plaatse worden geraadpleegd.

Art. 32. § 1. Indien de kamer van de Hoge Raad zich moet uitspreken over het stageplan, over de opleiding of over de erkenning als geneesheer-specialist dient tenminste een van haar leden, doctor in de genees-, heel- en verloskunde, erkend in de specialiteit in kwestie, de beraadslaging bij te wonen.

Wanneer de kamer geen enkel lid telt, in deze specialiteit erkend, wijst de voorzitter een doctor in de genees-, heel- en verloskunde aan die in deze specialiteit wel is erkend om de beraadslaging bij te wonen met raadgevende stem.

§ 2. De bevoegde kamer spreekt zich uit binnen zestig dagen na de datum waarop de zaak bij haar aanhangig werd gemaakt. Het advies moet met redenen omkleed zijn en de conclusies die door de verzoeker werden voorgelegd beantwoorden. De kamer spreekt zich uit over de zaak in haar geheel.

Art. 33. De bevoegde kamer van de Hoge Raad deelt haar met redenen omklede advies mede aan de Minister. De beslissing van de Minister wordt ter kennis gebracht van de verzoeker bij een aangetekende brief tegen afgiftebewijs.

HOOFDSTUK IV. — De erkenning van de stagemeesters en stagediensten

Art. 34. De aanvraag om erkenning als geneesheer-stagemeester wordt door de kandidaat-stagemeester bij een aangetekende brief ingediend bij de Minister, bij middel van een formulier dat door het bestuur wordt bezorgd en waarvan het model door de Minister wordt bepaald.

De aanvraag bevat alle gegevens die de Hoge Raad en de Minister kunnen inlichten over de waarde van de kandidaat, zoals zijn titels, functies, publikaties, lezingen, bedrijvigheid in wetenschappelijke verenigingen en zijn actieve medewerking aan congressen.

De aanvraag bevat eveneens de verbintenis van de kandidaat stagemeester er voor te zorgen dat de kandidaten voor wiens opleiding hij zal instaan een billijke vergoeding zullen ontvangen.

Art. 35. De aanvraag om erkenning als stagedienst wordt door de verantwoordelijke geneesheer van de betrokken dienst bij een aangetekende brief ingediend bij de Minister, bij middel van een formulier dat door het bestuur wordt bezorgd en waarvan het model door de Minister wordt bepaald. De aanvraag wordt mede-ondertekend door de beheerder van de inrichting.

Zij bevat alle elementen die de Hoge Raad en de Minister kunnen inlichten over de waarde van de dienst, zoals statistische en bibliografische gegevens en informatie over wetenschappelijke activiteit en titels.

Art. 36. Le Ministre transmet pour avis la demande d'agrération accompagnée du dossier au Conseil supérieur. Celui-ci peut charger un ou plusieurs de ses membres de procéder à une enquête et en faire rapport. Au besoin, cette enquête peut être effectuée place.

Art. 37. Sauf en cas d'urgence, le candidat maître de stage ou médecin responsable du service de stage à agréer est informé, au moins quinze jours à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, du jour et de l'heure de l'audience du Conseil supérieur à laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut demander à être entendu personnellement par le Conseil supérieur afin de lui fournir tous renseignements utiles. Il peut se faire assister d'un ou de plusieurs conseils. Le dossier est déposé au secrétariat où il peut être consulté sans déplacement, durant les quinze jours qui précèdent la réunion.

Art. 38. § 1er. Le Conseil supérieur envoie son avis motivé au Ministre et à l'intéressé, dans les soixante jours de la réception du dossier.

§ 2. L'intéressé peut faire parvenir au Ministre une note avec ses observations motivées, dans un délai de trente jours après réception de l'avis.

Si dans ce délai l'intéressé a fait parvenir au Ministre une note avec ses observations motivées, le Ministre envoie cette note au Conseil supérieur pour avis.

Le Conseil supérieur se prononce dans les trente jours de la réception de cette note, selon la procédure définie à l'article 37.

Son avis motivé sur cette note est communiqué à l'intéressé et au Ministre.

Après réception de cet avis le Ministre prend une décision.

§ 3. La décision au Ministre mentionne la portée exacte de l'agrération.

Une copie de la décision est envoyée à l'intéressé par lettre recommandée avec avis de réception.

Art. 39. L'agrération comme maître de stage ou comme service de stage est accordée pour une période renouvelable de cinq ans. La demande de renouvellement doit être introduite six mois avant l'expiration de la période.

La procédure définie aux articles 34, 35, 36, 37 et 38 est également applicable pour la demande de renouvellement.

Si, à l'expiration de cette période, aucune décision n'est intervenue, l'agrération est prorogée jusqu'à la décision du Ministre sur la demande de renouvellement.

Art. 40. § 1er. Lorsque le maître de stage ou le service de stage ne répond plus aux critères ou lorsque le maître de stage a fait l'objet de mesures ou de sanctions de caractère pénal, disciplinaire ou administratif, le Ministre peut retirer l'agrération soit de sa propre initiative, soit à l'initiative du Conseil supérieur. Le Ministre ne peut agir de sa propre initiative qu'après avoir fait part de son intention à l'intéressé et avoir recueilli l'avis du Conseil supérieur.

§ 2. Dans les cas visés au § 1er, la procédure à suivre est celle définie aux articles 37 et 38.

Art. 41. § 1er. Le maître de stage qui ne désire plus bénéficier d'une agrération consentie conformément au présent arrêté, est tenu d'en informer par écrit le Ministre.

Dans ce cas, le Ministre retire l'agrération.

§ 2. Le Ministre retire l'agrération d'un service de stage, si le médecin responsable de ce service, communique au Ministre, par une lettre, contresignée par le gestionnaire, de l'établissement, qu'il désire renoncer à l'agrération de ce service comme service de stage.

Art. 42. § 1er. En cas de décès du maître de stage, lorsque le maître de stage ne bénéficie plus de l'agrération accordée ou lorsqu'il ne peut remplir sa fonction de maître de stage et qu'il n'est pas prévu qu'il pourra la reprendre dans un délai de trois mois, un responsable de la formation est agréé par le Conseil supérieur à titre provisoire afin de permettre aux candidats intéressés de poursuivre leur formation.

Art. 36. De Minister stuurt de aanvraag om erkenning samen met het dossier voor advies naar de Hoge Raad. Deze kan één of meerdere van zijn leden gelasten een onderzoek te verrichten en hierover verslag uit te brengen. Dat onderzoek kan zo nodig ter plaatse gebeuren.

Art. 37. De kandidaat-stagemeester of de verantwoordelijke geneesheer van de te erkennen stagedienst wordt in kennis gesteld van de dag en het uur van de vergadering van de Hoge Raad, waarop zijn dossier wordt onderzocht. Dit bericht wordt gegeven, behoudens in geval van spoed, tenminste vijftien dagen vóór de vergadering, bij een aangetekende brief tegen afgiftebewijs.

De betrokkene mag vragen persoonlijk gehoord te worden door de Hoge Raad ten einde alle nuttige inlichtingen te kunnen verstrekken. Hij mag zich laten bijstaan door één of meer raadslieden. Het dossier wordt neergelegd op het secretariaat, waar het ter plaatse kan worden geraadpleegd gedurende vijftien dagen vóór de vergadering.

Art. 38. § 1. Binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier stuurt de Hoge Raad zijn met redenen omklede advies naar de Minister en naar de belanghebbende.

§ 2. De belanghebbende kan, binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het advies, aan de Minister een nota laten worden met zijn met redenen omklede opmerkingen.

Indien de belanghebbende binnen die termijn aan de Minister een nota laat worden met zijn met redenen omklede opmerkingen, zendt de Minister deze nota voor advies naar de Hoge Raad.

De Hoge Raad spreekt zich uit binnen dertig dagen na ontvangst van deze nota, volgens de procedurevoorschriften van artikel 37.

Zijn met redenen omkleed advies over deze nota wordt medegedeeld aan de belanghebbende en aan de Minister.

Na ontvangst van dit advies neemt de Minister een beslissing.

§ 3. In de beslissing van de Minister wordt de juist draagwijdte van de erkenning vermeld.

Een afschrift van de beslissing wordt aan de belanghebbende per aangetekende brief tegen afgiftebewijs overgezonden.

Art. 39. De erkenning als stagemeester of als stagedienst wordt verleend voor een hernieuwbaar termijn van vijf jaar. De aanvraag tot hernieuwing moet zes maanden vóór het verstrijken van de termijn worden ingediend.

De procedurevoorschriften van de artikels 34, 35, 36, 37 en 38 gelden ook voor de aanvraag tot hernieuwing.

Indien bij het verstrijken van de termijn geen beslissing is getroffen, blijft de erkenning gelden tot de Minister over de aanvraag om hernieuwing heeft beslist.

Art. 40. § 1. Wanneer de stagemeester of de stagedienst niet langer aan de vastgestelde criteria voldoet, of wanneer de stagemeester maatregelen of sancties van strafrechtelijke, disciplinaire of administratieve aard heeft opgelopen, kan de Minister hetzij op eigen initiatief, hetzij op initiatief van de Hoge Raad, de erkenning intrekken. De Minister kan enkel op eigen initiatief handelen, nadat hij zijn voornemen aan de betrokkene kenbaar heeft gemaakt en hij het advies van de Hoge Raad heeft ingewonnen.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1 moet de in de artikelen 37 en 38 vastgestelde procedure worden gevolgd.

Art. 41. § 1. De stagemeester die de, overeenkomstig dit besluit, verleende erkenning niet langer wenst te genieten, moet hiervan de Minister schriftelijk op de hoogte brengen.

In dat geval trekt de Minister de erkenning in.

§ 2. De Minister trekt de erkenning in van een stagedienst, indien de verantwoordelijke geneesheer van deze dienst, bij middel van een brief, medeondertekend door de beheerder van de inrichting, aan de Minister mededeelt dat hij wenst af te zien van verdere erkenning van deze dienst als stagedienst.

Art. 42. § 1. In geval van overlijden van de stagemeester, wanneer de stagemeester niet langer de verleende erkenning geniet of wanneer hij zijn ambt van stagemeester niet kan vervullen en niet wordt verwacht dat hij het binnen een termijn van drie maanden terug zal kunnen uitoefenen, wordt een verantwoordelijke voor de opleiding voorlopig erkend door de Hoge Raad, ten einde de betrokken kandidaten toe te laten hun opleiding voort te zetten.